

Propositions de la FNO dans le cadre du Ségur de la Santé

Dans le cadre du Ségur de la Santé qui affiche pour ambition de « bâtir les fondations d'un système de santé plus moderne », un calendrier de concertation a été élaboré s'appuyant sur un comité national et des groupes de travail réunissant de nombreux acteurs.

La FNO n'a pas été sollicitée, bien que seule organisation représentative des orthophonistes, à cette concertation impulsée par le ministre de la Santé Olivier Véran, mais elle souhaite faire part de ces propositions pour l'amélioration de l'accès aux soins et des parcours de soins dont une partie inclut des interventions orthophoniques.

Dans cette démarche commune deux thèmes nous paraissent majeurs :

L'amélioration des rapports entre professions de santé et la mise en valeur de leurs compétences respectives.

- En effet, l'organisation des soins actuelle, les hiérarchies entretenues entre professions de santé sont devenues obsolètes et représentent des freins à une fluidification des parcours de soins et de la prise en charge des patients. La complémentarité des professions et la fluidité de leurs coordinations doivent maintenant primer dans l'intérêt de la prise en soins des patients et pour le respect de chaque profession de santé.
- Ainsi, le terme d'auxiliaire médical doit être retiré du code de la santé publique : il ne recouvre aujourd'hui plus aucune réalité de terrain et n'est plus en accord avec les définitions des métiers de la santé réunis sous cette appellation. Le seul intitulé spécifique de chaque profession, dont le domaine de compétence est par ailleurs bien défini, suffit. L'intérêt de cette évolution du texte de loi est devenu nécessaire en cohérence avec le changement de paradigme prôné dans l'objet même du « Ségur de la Santé ».

- La FNO appelle de ses vœux cette modification du code de la santé publique qui permettrait de surcroît une mise en cohérence avec la définition de la profession d'orthophoniste inscrite dans la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Article 126.

L'amélioration de l'accès aux soins en orthophonie, à l'hôpital, en structures médico-sociales ou en libéral

- La FNO rappelle de manière plus spécifique par les propositions qui suivent, les différentes « urgences » qui doivent être prises en compte pour les orthophonistes.
- Cet accès aux soins en orthophonie est dépendant de l'organisation des soins sur tout le territoire, à la fois en libéral et en salariat.
- La FNO, à travers les 4 piliers du Ségur de la Santé, propose des solutions transversales pour, à la fois, améliorer le parcours de soins du patient, mais aussi améliorer son accès aux soins.

Pilier n°1 : Transformer les métiers et revaloriser ceux qui soignent :

Les propositions :

La mise à niveau des grilles salariales dans la fonction publique et dans le secteur privé rendra les postes plus attractifs ; elle permettra d'équilibrer l'offre de soins en la restaurant et en la consolidant à l'hôpital et dans les structures médico-sociales. Elle dégagera l'offre de soins en libéral de ceux qui devraient être effectués en établissement de santé.

- Reclassement les orthophonistes dans une grille de salaires de niveau Bac+5 pour pourvoir les postes d'orthophonistes salariés ;
- Favoriser l'évolution de carrière : indice majoré à 890 après 30 ans de carrière (4100€ bruts/mois) = +55% d'augmentation ;
- Progresser plus rapidement dans la grille de salaire ;
- Traiter simultanément les problématiques salariales des orthophonistes de la Fonction publique hospitalière territoriale et des orthophonistes du secteur médico-social et de l'hospitalisation privée ;
- Modifier le statut des orthophonistes salariés (indépendance administrative par rapport aux cadres) ;
- Stopper l'externalisation abusive des soins vers le secteur libéral.

Pilier n°2 : Définir une nouvelle politique d'investissement et de financement au service des soins

Les propositions :

- La révision du calcul de l'ONDAM : instaurer un ONDAM fondé sur la réalité des besoins en soins de la population et non sur des prévisionnels qui ne prennent pas en compte la réalité de la situation de la santé en France (notamment le vieillissement de la population ou des crises sanitaires) ;
- La revalorisation des actes des orthophonistes libéraux ;
- La création d'actes de soins "indirects" ayant un impact majeur en santé publique : la prévention, l'accompagnement des aidants, la supervision des équipes ...
- L'investissement dans les outils numériques pour les professionnels de santé et pour les patients et leurs aidants : télésoin mais aussi outils d'adressage et de coordination ;
- L'augmentation des crédits pour la formation universitaire en orthophonie afin de soutenir la qualité de la formation ;
- L'augmentation des quotas d'étudiants inscrits en première année d'orthophonie : au moins 100 de plus seraient aujourd'hui nécessaires pour répondre à la demande de soins en orthophonie ;
- La généralisation du dispositif de meilleure orientation de la population en orthophonie à tout le territoire (dispositif mis en place par l'association PPSO - Plateforme Prévention et Soins en Orthophonie - dans les régions Grand Est, Hauts de France, et Bourgogne Franche-Comté).

Pilier n°3 : Simplifier radicalement les organisations et le quotidien des équipes

Les propositions :

- La facilitation de la création d'équipes de soins coordonnées ou de la reconnaissance de celles déjà existantes (ce point sera aussi développé dans les propositions du pilier 4)
- Le développement d'une solution de géolocalisation pour mieux orienter les patients dans certaines zones et pour créer un dynamisme de réponse à la demande de soins
- Le développement d'une solution d'adressage des patients à leur sortie d'hôpital (solution de géolocalisation) pour répondre au retour et au maintien des soins à domicile et aux situations d'interventions urgentes
- La pérennisation du télésoin en orthophonie
- La création d'actes de téléexpertise et de conseil en orthophonie
- L'accès direct pour certaines pathologies pour l'amélioration et la sécurisation du parcours de soins en orthophonie : avec l'établissement de protocoles avec

les médecins généralistes et ou spécialistes permettant pour certaines demandes autres que l'urgence d'accéder directement au bilan orthophonique

- La suppression de la Demande d'Accord Préalable

Pilier n°4 : Fédérer les acteurs de la santé dans les territoires au service des usagers

Les propositions :

Au-delà des CPTS qui induisent une organisation de multiples acteurs de la santé des secteurs libéral, hospitalier, et médico-social et avec d'autres acteurs comme les élus et les acteurs du champ social, la coordination des soins autour du patient est essentielle et n'est possible que sous des formes immédiatement opérationnelles et donc sans contraintes administratives complexes à mettre en oeuvre.

- La reconnaissance d'équipes de soins naturellement formées autour du patient ;
- le développement et la généralisation d'outils de contact, de coordination déjà existants :
 - onglet du DMP permettant de repérer l'équipe autour du patient
 - applications de coordination et/ou d'adressage déjà existantes
- La rémunération des professionnels de santé de l'équipe de soins, par exemple :
 - une majoration de l'acte chaque fois qu'il est effectué en coordination
 - ou la mise en place d'un acte de coordination : un tel acte pourrait être négocié par l'UNPS dans le cadre de l'ACIP puis décliné dans les conventions monoprofessionnelles.